

la filasse de lin, les fruits et les jus de fruits, les légumes, l'avoine, l'orge et bon nombre d'autres produits agricoles. Peut-être le ministre du Commerce une fois lancé, trouvera-t-il des débouchés pour toutes ces denrées, mais personne ne semble savoir où on pourra les vendre dans ces domaines.

Dans le domaine de l'exploitation des mines non métalliques et des carrières nos exportations à destination des marchés du Royaume-Uni ont diminué des deux tiers depuis 1938. Nous avions jadis un marché important pour nos tabacs en Grande-Bretagne, comme chacun sait. L'an dernier, nous n'avons exporté que 12½ millions de livres de tabac à ce marché, comparativement à 22¼ millions de livres l'année précédente. Pendant ce temps, la Turquie, qui y avait exporté moins d'un demi-million de livres en 1947 a porté ses exportations à plus de 10 millions de livres en 1948, et s'est ainsi emparée du marché de nos producteurs de tabac.

Les mêmes observations s'appliquent au sujet du cuir et de ses produits. Nos exportations en Grande-Bretagne, qui atteignaient 5,000 quintaux en 1947 ont fléchi à moins de 1,000 quintaux en 1948.

Je le répète, les conséquences de cette perte de débouchés ont été en quelque sorte différées temporairement parce que nous avons trouvé des marchés aux États-Unis d'Amérique. Comme il y a tout lieu de croire qu'on accusera un excédent dans plusieurs domaines de la production aux États-Unis, il est fort douteux que nous puissions conserver ces débouchés, dont nous n'avons jamais été sûrs. Nous aurons fort à faire pour trouver de nouveaux débouchés où nous pourrions écouler notre production excédentaire, ou pour en faire absorber une partie considérable par le marché domestique sans bouleverser le commerce.

Les ministres ont cherché de temps à autre à détourner l'attention de la gravité que revêt la tendance de notre commerce international en en rejetant l'entière responsabilité sur la pénurie de dollars dont souffrent les acheteurs anglais, mais cette réponse n'offre aucune solution au problème. Après les hostilités, les machines agricoles ont constitué un élément important de notre commerce d'exportation, mais présentement la plus forte dévaluation de la livre par rapport au dollar rend très douteuse l'exportation de machines agricoles du Canada. Aussi, comme le ministre le sait, le chômage commence à se généraliser dans ces grandes fabriques de machines.

Le programme du Gouvernement, qui consistait à maintenir le dollar canadien à une valeur artificielle, réduit maintenant à l'inactivité la très importante industrie de la

[L'hon. M. Rowe.]

navigation océanique. Même avant que le Royaume-Uni et les pays scandinaves aient dévalué leurs devises, l'exploitation des long-courriers canadiens ne procurait qu'un très faible bénéfice, comme le ministre le sait, au regard de celle des navires battant pavillon d'autres pays. Étant donné le relèvement des salaires et des frais de construction navale, étant donné les meilleures conditions de travail accordées aux équipages et le meilleur rendement de l'exploitation, nous croyons que le Canada se trouve en présence d'une situation très difficile. A la situation déjà difficile s'ajoute la réduction de 30 p. 100 des tarifs de concurrence, tandis que ceux du Canada ne peuvent baisser que de 10 p. 100 pour maintenir l'équilibre. Voilà pourquoi à l'heure qu'il est, dans tous les ports maritimes du pays, on désigne sous le nom de "flotte inactive" celle des navires battant pavillon canadien. Ils jettent l'ancre et débarquent leurs équipages. Ils ne peuvent rivaliser contre les navires scandinaves, britanniques et autres. Le Gouvernement ne niera sûrement pas que plusieurs des principaux ministres, ainsi que d'autres députés d'ailleurs, ont de temps à autre souligné l'importance de notre grande marine marchande en ce qui concerne le transport océanique. De fait, pendant le dernier conflit, le rôle joué par la marine marchande faisait l'orgueil d'un grand nombre de Canadiens. Plusieurs ont même affirmé que la victoire nous aurait échappé sans les grands services que nous a rendus la marine marchande. N'empêche que cette dernière est aujourd'hui paralysée par suite de la politique monétaire du pays. Tout cela souligne combien il est indispensable de revenir au gros bon sens en ce qui concerne les valeurs monétaires.

Quel effet cette brutale modification monétaire a-t-elle sur le secteur de notre industrie qui alimente le marché national? La dévaluation de 30 p. 100 appliquée par l'Angleterre correspond à un abaissement des droits de douane vis-à-vis des denrées anglaises. Nos industries du textile, du caoutchouc, du cuir, de la chaussure, pour ne nommer que celles-là, peuvent-elles concurrencer l'industrie anglaise quand le tarif douanier est ainsi réduit à presque rien du jour au lendemain? Sans compter que les salaires, là-bas, sont moins élevés qu'ici.

Au cours des quelques dernières minutes, j'ai relevé,—d'aucuns diront au petit bonheur,—les effets de la dévaluation sur les principaux secteurs de notre économie nationale. Je suis le premier à reconnaître que je suis loin d'avoir épuisé le sujet, qui préoccupe actuellement tous ceux que notre économie nationale ne laisse pas indifférents. Je ne